

Résolution de la délégation spéciale des CSE C ENEDIS et GRDF du 3 juin 2026 suite à l'expertise libre « Bilan de la déréglementation et impacts sur le service commun des distributeurs Electricité et Gaz

Les élus des CSEC d'ENEDIS et de GRDF réunis en délégation spéciale du 24 avril 2025 ont mandaté le cabinet 3^e consultants dans le cadre d'une expertise libre. Le but de cette expertise était de dresser un bilan des conséquences de plus de 20 années de déréglementation imposée au secteur de l'énergie.

Cette déréglementation, imposée sous couvert de directives européennes, a organisé méthodiquement :

- La fin du monopole public,
- La séparation des activités,
- Et la mise en concurrence de ce qui relevait du bien commun.

Elle n'est pas un hasard, mais bien un choix politique assumé, dont les conséquences sont aujourd'hui documentées par ce rapport d'expertise.

À la lecture de celui-ci, les élus de la Délégation Spéciale des CSEC d'ENEDIS et de GRDF affirment avec force que la déréglementation constitue un échec majeur pour l'intérêt général.

La distribution de l'électricité et du gaz a été morcelée, transformée, financiarisée, avec la création des filiales ERDF ensuite ENEDIS et GRDF. Une décision qui n'était pas imposée par les directives européennes et qui relève bien d'une décision des directions.

Le maillage territorial historique, garant de la continuité du service public de proximité, a été déconstruit au profit d'une logique de rationalisation, productivité et financiarisation.

On se rend compte que les choix de gestion ont été et sont toujours guidés par des objectifs qui priorisent la rentabilité financière, rompant avec les fondements mêmes du service public et la notion de proximité.

Les élus de la Délégation Spéciale des CSEC d'ENEDIS et de GRDF dénoncent une transformation profonde : le passage d'un service public de l'énergie à une industrie de l'énergie soumise et dépendante des logiques de marché.

En effet, la libéralisation du marché de l'électricité et du gaz s'est traduite par une explosion des prix de l'énergie, durable, supérieure à l'inflation, touchant de plein fouet l'ensemble des ménages et des petites entreprises, et exposant les usagers aux aléas de crises géopolitiques majeures.

Le système est devenu illisible et complexe, avec la multiplication des fournisseurs et des offres, au détriment des usagers.

Le service public de la distribution d'électricité et du gaz a été démantelé progressivement, avec des délais d'intervention et distance qui s'allongent, des dépannages reportés, des prestations dont les prix et les délais ont explosé, et une disparition de la proximité. Ceci est la conséquence directe des multiples réorganisations subies par les distributeurs et le service commun au nom de la productivité et de la rentabilité.

Pour les élus de la Délégation Spéciale des CSEC d'ENEDIS et de GRDF ces éléments ne sont pas des dysfonctionnements : ce sont les conséquences directes d'un modèle organisé pour servir le marché et non les usagers.

Les agents sont les premiers à subir les conséquences de cette politique, avec une intensification du travail, et une dégradation des conditions de travail et d'intervention, dans un contexte d'instabilité organisationnelle chronique.

Les suppressions d'emplois, l'externalisation et la perte de compétences ont affaibli durablement les collectifs de travail.

La perte de sens est aujourd'hui majeure, avec une remise en cause de leur rôle au service de l'intérêt général.

Pour les élus de la Délégation Spéciale du CSEC d'ENEDIS et de GRDF , la réalité est claire : cette déréglementation s'est faite sur le dos des agents et des usagers, au détriment des missions de service public.

Les élus des CSEC d'ENEDIS et de GRDF dénoncent une politique qui a consisté à substituer l'objectif de la rentabilité financière à celui de la poursuite de l'intérêt général. Cela a affaibli un modèle public pourtant reconnu depuis sa création pour son efficacité et son ancrage territorial.

Ils constatent que malgré les discours officiels, les missions de service public sont aujourd'hui, fragilisées, dénaturées, et soumises à des arbitrages économiques contraires à l'intérêt des usagers.

Les élus de la Délégation Spéciale des CSEC d'ENEDIS et de GRDF le réaffirment : l'énergie n'est pas une marchandise.

Le rapport Cabinet 3E Consultants confirme dans son rapport d'expertise que les réseaux vont être au cœur de la transition énergétique et des politiques climatiques.

Mais les élus des CSEC d'ENEDIS et de GRDF alertent :

- sans rupture avec les logiques actuelles, -

- sans réappropriation publique du secteur,

sans moyens humains et financiers, -

sans repenser le modèle actuel dans son intérêt initial,

la transition énergétique risque d'être instrumentalisée au profit des mêmes logiques de marché qui ont conduit à la situation actuelle.

Ils rappellent que les réseaux de distribution sont des infrastructures stratégiques, nécessitant une vision commune et de long terme incompatible avec la recherche de rentabilité immédiate.

Face à cette situation, la Délégation Spéciale des CSEC d'ENEDIS et de GRDF porte des exigences claires :

Pour les usagers

- Le retour d'un véritable service public commun de l'énergie
- Le retour à un service commun de proximité accessible à tous
- Une garantie des prix de l'énergie et des prestations réalisées correspondant aux coûts réels des infrastructures.

Pour les agents

- L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois,
- Un plan massif de recrutements en adéquation avec la mission de service public
- L'amélioration des conditions de travail et de sécurité
- La reconnaissance pleine et entière des qualifications et du savoir-faire des agents

Pour le secteur énergétique

- Un pilotage public renforcé et démocratique, en lien FFCCR et AODE dans un maintien du régime concessionnaire de la distribution
- Une place centrale de la distribution mixte dans la transition énergétique,
- Une refonte du modèle de régulation au service de l'intérêt général

Pour les élus des CSEC d'ENEDIS et de GRDF, il ne s'agit pas d'ajustements : il s'agit d'un changement complet de cap.

Les élus des CSEC d'ENEDIS et de GRDF réaffirment avec force : l'énergie est un bien commun essentiel qui doit sortir des logiques de marché.

Ils appellent à la reconstruction d'un grand service public de l'énergie, et la mise en place d'un modèle répondant aux besoins sociaux et environnementaux.

Les élus des CSEC d'ENEDIS et de GRDF continueront à dénoncer toutes les politiques qui affaiblissent le service public de l'énergie, les droits des agents et des usagers.

Dès lors, la Délégation Spéciale des CSEC d'ENEDIS et de GRDF :

- Prend acte d'un rapport qui confirme l'ensemble des analyses portées par les élus des CSEC d'ENEDIS et de GRDF depuis des années
- Dénonce les responsabilités politiques et industrielles des dirigeants dans la situation actuelle
- Exige l'ouverture immédiate d'un débat national sur l'avenir du service public de l'énergie
- Mandate l'ensemble de ses membres et représentants pour porter ces revendications auprès des directions, des pouvoirs publics et des instances nationales, et des organes de presse.

La Délégation Spéciale des CSEC d'ENEDIS et de GRDF mandate ses membres et représentants afin que le rapport réalisé par le cabinet 3E Consultants soit utilisé à des fins pédagogiques d'information et de communication tant à l'égard du personnel, qu'à destination du public, et notamment les usagers, autorités et représentants de la nation.

Résultat du vote :

Nombre de votants : 20 Pour : 19 + 1 Contre : 0 Abstention : 0